

L'ÉCO

de la semaine

03 au 09 Août 2024

SOMMAIRE

Développement touristique - La route de l'artisanat lancée	2
Climat des affaires - Un accord pour protéger les investisseurs	2
Africa Business Heroes 2024 - Matina Razafimahefa classée dans le top 50	3
Aires protégées marines : Augmentation de la superficie à 2,5 millions d'hectares d'ici à 2026	3
Production - Le café de Madagascar à revaloriser	4
Produits d'exportation - Le bon goût du piment bec d'oiseau recherché	5
Mécanisation agricole : Arrivée des 28 tracteurs importés par l'État.....	5
Industrialisation en marche : Des pépinières industrielles à Ambatondrazaka et Moramanga	6
Etats membres de la COI : Un concours de pitch destiné aux start-ups	6
Marché - Le Zoma revient à Analakely	6
Banques territoriales - La Bred reprend Société Générale Madagasikara	7
Commerce intra-africain - La monnaie commune africaine abandonnée	7
Commerce des services : Une nouvelle voie de développement pour les PMA	8
ARO-EDBM : Un accord majeur sur la gestion des risques et la sécurisation des investissements.....	9
Industrie locale - Première unité ODOF pour le district d'Avaradrano.....	9
Tourisme - Des vols de secours entre Toliara et Tolagnaro.....	10
Manufactures - L'artisanat malgache s'expose à Venise.....	11
Emploi - Des jeunes qualifiés recrutés au Japon	11
Conjoncture volatile - La BFM resserre les taux.....	12
Commission de l'union africaine - Randriamandranto dans la course à la présidence	12
Base Toliara : Pas d'impacts nuisibles sur les activités de pêche	13
25° édition de FIER-MADA : Des innovations en matière de transformation agro-alimentaire à l'honneur.....	14
Voiture miniature : 200 000 pièces exportées par Madagascar	14
Cité des métiers - Début de chantier pour le village artisanal	15
Responsabilité sociétale - QMM augmente son budget RSE.....	16
Océan Indien - Madagascar organise le 5° sommet des chefs d'État de la COI.....	16
Insertion Professionnelle - Des jeunes découvrent des opportunités de carrière	17
Coupure d'eau et électricité : Roger Ralison sollicite l'intervention du Bianco	17

Développement touristique - La route de l'artisanat lancée

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 03 AOÛT 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Mettre en valeur le potentiel des artisans, tout en les associant au tourisme, c'est désormais possible grâce au lancement de la route de l'artisanat.

Ce circuit touristique est censé mettre en exergue les artefacts des artisans malgaches sur la route nationale 1, entre Antananarivo et Soavinandriana dans l'Itasy.



Le circuit mesure cent quarante-cinq kilomètres entre ces deux points. Cette semaine, le ministère du Tourisme et de l'Artisanat, avec l'association nationale des guides touristiques, accompagnés par l'Office régional du tourisme d'Itasy, ont fait visiter aux professionnels du tourisme et aux médias les six stations d'artisanat qui jalonnent cette route.

Le pays regorge d'artisans qui font un travail d'orfèvre. « Ils méritent d'être mis en avant, raison pour laquelle

cette route a été ouverte par le ministère du Tourisme et de l'Artisanat, pour faire des ateliers des artisans des lieux que les touristes peuvent visiter », concède Rabetany Andriantsilavo, directeur de la Valorisation des Produits Artisanaux auprès du ministère. On explique également que cette route vers l'Itasy n'est qu'un projet pilote, qui sera suivi par d'autres circuits bientôt.

Opportunités

Pour le ministère du Tourisme, l'enjeu est aussi la diversification des offres touristiques. Cela pourrait effectivement être une des opportunités pour la filière de reprendre de la vigueur. Plus de cent cinquante-sept métiers sont recensés dans l'artisanat, avec plus de quatre cent cinquante mille professionnels répartis aux quatre coins de l'île. Néanmoins, le secteur fait encore face à quelques difficultés, notamment en ce qui concerne l'accès aux matières premières. Celles-ci se font rares et il est parfois difficile de s'en procurer. Et même lorsqu'elles sont disponibles, les prix restent élevés. Des stratégies sont mises en place ou en cours d'élaboration pour permettre aux artisans d'avoir accès à ces matières premières. Le ministère évoque aussi la nécessité de former ces manufacturiers à l'innovation, pour pouvoir suivre les tendances du marché. Des initiatives visent également à soutenir les artisans dans la recherche de débouchés à l'étranger.

Climat des affaires - Un accord pour protéger les investisseurs

ERIC RANJALAHY | 30 AOÛT 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Une étape importante franchie en matière de sécurisation des investissements et de gestion des risques à Madagascar. Hier, dans la salle des Bougainvilliers de l'hôtel Colbert à Antananarenina, l'Economic Development Board of Madagascar (EDBM) et l'Assurance ARO ont signé un protocole d'accord (MOU) dans ce sens.

« Cet accord vise à transformer le paysage des investissements sur l'île, en alliant le rôle de l'EDBM en matière de promotion des investissements et celui d'ARO en gestion des risques, sous plusieurs aléas. Cela illustre comment la synergie entre les deux institutions peut catalyser un écosystème d'affaires stable et attractif », soutient Josielle Rafidy, directrice générale de l'EDBM, signataire du MOU. Dans sa prise de parole, Lantosoa Rakotomalala, présidente du Conseil d'administration de l'EDBM, a rappelé « l'importance de l'adoption d'une nouvelle loi sur les investissements l'an passé. Avec ses trois décrets d'application, elle a pour objectif de créer un cadre juridique clair, équilibré et sécuritaire pour les investisseurs installés dans le pays ou désireux de venir ».

Tahiana Rakotoarisoa, directeur général-adjoint par intérim en charge des finances chez ARO, l'autre signataire du MOU, a insisté sur le fait que « forts de nos

cinquante ans d'expérience et d'une présence à travers le pays, nous avons un éventail de produits conformes aux besoins des entreprises, de quelque nature que ce soit. Des assurances pour l'implantation et l'exploitation des entreprises, adaptées au profil du personnel, pour l'incendie et les équipements, par exemple. Nous pouvons répondre aux sollicitations des particuliers, des petites et moyennes entreprises, et des grosses firmes. Le taux de pénétration des assurances parmi la population reste insignifiant, 1%, d'où l'existence d'une marge de progression du marché par la sensibilisation de la population ».

Il est vrai que les produits d'assurance ne sont pas la tasse de café quotidienne des Malgaches, par ignorance ou obnubilés par des fausses idées reçues. Cette fois-ci, avec des investisseurs, tout le monde devrait être sur la même longueur d'onde.

En tout cas, ce partenariat vise à instaurer la quiétude et la tranquillité parmi les investisseurs par l'instauration d'un écosystème rassurant et de confiance mutuelle. Comme l'a souligné Andry Ramanampanoharana, président du Conseil d'administration d'ARO, dans son allocution introductive. Il reste à attendre la réaction des concernés face à ces offres plus qu'incitatives.

Africa Business Heroes 2024 - Matina Razafimahefa classée dans le top 50

VALISOA ANDRIANIRINA | 30 AOÛT 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Cette année, Matina Razafimahefa figure parmi le top 50 des jeunes entrepreneurs africains au concours Africa Business Heroes, à travers son projet Sayna. Deux mille jeunes entrepreneurs ont participé à la course de départ, issus de cinquante-quatre pays africains.

Le parcours entrepreneurial de la jeune Franco-malgache continue. Matina Razafimahefa, fondatrice de l'entreprise Sayna, participe au concours Africa Business Heroes 2024 encore une fois. L'ABH se déroule en Afrique, plus précisément au Caire, en Égypte. Les vingt finalistes sélectionnés s'y rendront en août. Les derniers candidats dans le top 10 seront annoncés en septembre. La grande finale se tiendra en décembre à Kigali, au Rwanda. L'année dernière, elle a déjà participé à ce concours et s'était classée dans le top 50. Le concours de l'America Business Heroes (ABH) est une initiative de la Fondation Jack Ma et Alibaba Philanthropy. Il vise à honorer des entrepreneurs africains.

Les dix meilleurs projets du concours bénéficieront d'une subvention de 1,5 million de dollars américains, ainsi que de formations de mentorat et d'un réseautage mondial. Des réseaux médiatiques internationaux mettront en valeur les travaux acharnés de ces jeunes entrepreneurs africains par le biais de communiqués de presse, de médias sociaux et d'articles de presse à chaque étape de la compétition. ABH présente des opportunités d'exposition significatives aux dix meilleurs finalistes par le biais d'une exposition de relations publiques et d'une couverture médiatique étendue.

Plateforme

Plusieurs domaines sont actifs dans ce concours. Il s'agit du domaine de l'agriculture, de la fabrication, de la technologie, de l'information et communication (TIC), de l'alimentation, de l'éducation et de la formation.

Sayna est un concept tiré du mot malgache « saina » qui signifie intelligence, d'après les explications de Matina dans une intervention plateau qu'elle a eue avec les journalistes de RFI en juin dernier. Il s'agit d'une plateforme

d'apprentissage des nouvelles technologies et des codes pour les jeunes.

D'après Matina Razafimahefa, son initiative à fonder cette entreprise se focalisait sur l'encouragement des jeunes à entreprendre dans le métier du numérique, y compris pour les jeunes malgaches. « L'objectif de Sayna est d'encourager des générations malgaches à améliorer leurs conditions de vie grâce au code. On apprend à nos apprenants à diversifier leurs compétences et à chercher leurs propres revenus. À travers notre plateforme, on forme les jeunes sur le parcours de monétisation en freelance, en agence, en startup et en contrat à terme », a-t-elle clarifié lors de son intervention.



Fondée depuis six ans maintenant, la plateforme Sayna ne reste pas uniquement à Madagascar mais s'étend sur quinze pays africains. Plus de six mille jeunes africains ont déjà bénéficié de cette formation pour développer et coder en ligne. Un concours comme l'ABH reflète la diversité, le dynamisme et l'ampleur de l'entrepreneuriat sur le continent africain.

Aires protégées marines : Augmentation de la superficie à 2,5 millions d'hectares d'ici à 2026

NAVALONA R. | 30 JUILLET 2024 | MIDI MADAGASIKARA

Madagascar prévoit de tripler ses Aires Protégées Marines d'ici à 2026 afin de préserver les espèces menacées se trouvant dans les océans et les zones côtières.

Des recherches sur les zones clés pour la biodiversité (KBA) ont ainsi été menées par le projet GEF6-AMP, sous la houlette du ministère de l'Environnement et du Développement durable avec le soutien financier du Fonds Mondial pour l'Environnement, pour ce faire. « L'objectif consiste à augmenter la superficie des Aires Protégées Marines à 2,5 millions d'hectares d'ici à 2026 si elle

couvre actuellement 1,5 million d'hectares, soit une extension sur 1 million d'hectares. Nous avons déjà délimité environ 600 000 ha de zones marines qui sont en cours d'installation en tant que surface protégée, tandis que le reste est encore à identifier à l'issue de ces recherches », a évoqué Rinah Razafindrabe, le directeur général de la Gouvernance Environnementale au sein du ministère de

l'Environnement et du Développement durable, lors de l'atelier de présentation des premiers résultats sur les zones clés pour la biodiversité de Madagascar, hier, à l'hôtel Panorama.

Nouvelles zones clés pour la biodiversité

Une zone marine est classée KBA lorsqu'elle abrite des espèces menacées d'extinction ou des écosystèmes en danger, souvent uniques ou extrêmement rares sur terre. « Les résultats préliminaires de ces recherches ont permis d'identifier de nouvelles zones clés pour la biodiversité à Madagascar. Il s'agit notamment de la partie Nord-Ouest et le Grand Sud de l'île. En effet, leur biodiversité est menacée ou endémique.



On y trouve, entre autres, des espèces vulnérables telles que les baleines à bosse tandis que les tortues marines sont classées en danger. Les requins baleines et les dugongs ont actuellement un statut d'espèces en danger critique. Parlant de cette seconde espèce, les scientifiques

ont identifié seulement neuf individus. On les trouve notamment dans la partie Nord Ouest du pays tandis que d'autres nouvelles espèces marines ont été répertoriées dans la partie Sud. Les chercheurs sont en train d'identifier leurs noms », a fait savoir Ratsifandrihamanana Faratiana, Experte en Écologie marine au sein du projet GEF6-AMP.

Appel à projets lancé

Par ailleurs, « ces nouvelles zones clés pour la biodiversité regorgent également d'autres espèces comme les dauphins, les raies, les poissons, les oiseaux marins, les gastéropodes et les coraux. La conservation de cette biodiversité marine s'avère être une priorité nationale et mondiale pour assurer la survie des espèces menacées et leur transmission aux générations futures. La biodiversité joue également un rôle crucial pour l'économie locale et nationale. La preuve, la population vivant dans les zones côtières dépend des activités de la pêche. En outre, de nombreux touristes internationaux viennent à Madagascar pour admirer ces espèces marines protégées pour ne citer que les baleines à bosse, les requins baleines, les tortues marines et les oiseaux marins faisant la réputation de la Grande île sur le plan international, sans oublier les récifs coralliens », a ajouté le Directeur général de la Gouvernance environnementale. Dans le cadre de l'extension des Aires Protégées Marines, un appel à projets est ainsi lancé ce mois-ci à l'endroit des ONG et des associations intéressées. Les projets sélectionnés bénéficieront d'un financement de la part du projet GEF6-AMP, a-t-on conclu.

Production - Le café de Madagascar à revaloriser

VALISOA ANDRIANIRINA | 05 AOÛT 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La filière café à Madagascar s'efforce de retrouver sa place sur le marché international. Autrefois un pilier économique majeur pour le pays, la production et l'exportation de café généraient des recettes significatives en devises pour le gouvernement. En 1999, Madagascar exportait près de 43 587 tonnes de café. Depuis, une chute préoccupante a été observée, avec des exportations réduites à seulement 495 tonnes en 2020.

Des mesures sur les pratiques agricoles sont à revoir pour retrouver ce succès, notamment de la récolte à la commercialisation. En parallèle, il s'agit d'améliorer les performances des producteurs afin de redonner vie à la production de café à Madagascar. Il s'agit de formations continues pour les producteurs afin de les aider à augmenter la qualité et le volume de leur café.

Pour sa part, le gouvernement malgache a pris l'initiative de relancer l'industrie du café. Dans ce cadre, un atelier sur la revalorisation de la filière café à Madagascar s'est tenu à Antananarivo vendredi, dans le but de trouver les points à améliorer dans le secteur du café. Une coopération entre le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, celui de l'Industrialisation et du Commerce, et le soutien du secteur privé et des producteurs locaux. Une nouvelle stratégie est en cours d'élaboration afin de redonner vie à la production et à l'exportation de café à Madagascar. « Le but est de retrouver la place de Madagascar sur le marché du café à l'international », souligne un communiqué du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage vendredi dernier. Madagascar possède des variétés de café exceptionnelles, notamment le « robusta » et l'« arabica ».

Produits d'exportation - Le bon goût du piment bec d'oiseau recherché

MIRANA IHARILIVA | 05 AOÛT 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le marché international recherche 9000 tonnes de piment bec d'oiseau de Madagascar chaque année. Des opérateurs malgaches s'efforcent de satisfaire cette demande.

Dubaï, Europe ou encore Afrique du Sud font partie des pays d'exportation du piment bec d'oiseau de Madagascar. Les exportateurs malgaches essaient d'améliorer la qualité ainsi que la quantité de leur production. L'Est du pays, de Sambava dans la région Sava à Manakara, région Fitovinany, est un terrain propice à la culture du piment bec d'oiseau. Cependant, le Centre-est, région volcanique, se présente comme un des meilleurs sols favorables à l'obtention d'une bonne qualité de cette espèce de piment. « Nous travaillons de près avec des associations dont les membres sont notamment des femmes, à Arivonimamo dans la région Itasy. Le sol y est volcanique et la température est également idéale pour la culture du piment bec d'oiseau », explique Antoine Rajerison, opérateur dans la filière.

« Il faut en effet des techniques de culture pour obtenir un certain bon goût. C'est ce goût qui distingue nos produits sur le marché international. Le degré de chaleur du piment, qui est classé dans la catégorie des piments torrides, est également apprécié. Le caractère piquant du produit est très prononcé pour le piment bec d'oiseau, pouvant atteindre entre 30000 et 50000 sur l'échelle de Scoville, l'échelle de mesure de la force des piments », ajoute l'opérateur qui envisage d'exporter 3000 tonnes de piment bec d'oiseau par an. Pour comparaison, le degré de chaleur du poivron se situe entre 0 et 100 et le piment dit « explosif » est évalué à 100000 et plus, comme le piment habanero.

Condiment

« Le piment bec d'oiseau de Madagascar est recherché pour son goût et son caractère piquant. Il faut savoir que des pays

comme l'Espagne, qui produit 1,2 million de tonnes de piment par an, essaient tous de mettre leurs produits sur le marché international, mais ceux en provenance de Madagascar, notamment le piment bec d'oiseau et le pilokely, se démarquent par leur goût particulier », détaille Antoine Rajerison. La société de ce dernier a récemment signé une convention avec une société de traitement du piment bec d'oiseau à Toamasina. Un processus qui entre dans la démarche qualité de la société. Le piment bec d'oiseau a un arôme puissant et l'épice est beaucoup plus prononcée dans le piment bec d'oiseau rouge que dans le vert encore jeune.



À part son utilisation classique en cuisine, utilisé cru ou cuit, il est recherché dans la production de boissons épicées et les condiments. Le piment bec d'oiseau de Madagascar doit être séché avant d'être emballé et exporté. Il faut entre 3 et 4 kg de fruits mûrs pour 1 kg de piment sec.

Mécanisation agricole : Arrivée des 28 tracteurs importés par l'État

NAVALONA R. | 05 AOÛT 2024 | MIDI MADAGASIKARA

Les 28 tracteurs importés par l'État sont arrivés à destination. Parmi ceux-ci, deux tracteurs ayant une puissance de 82CV sont équipés de divers accessoires. On peut citer, entre autres, les sous-soleuses qui servent à la défriche, les charrues à soc pour accélérer les travaux de labour, les pulvérisateurs à disque, et les rotavateurs pour faciliter le pulvérisage. Ces machines comprennent également des épandeurs d'engrais permettant d'assurer la fertilisation des sols ainsi que des semoirs automatiques facilitant le semis. Des remorques agricoles sont en même temps attelées à ces tracteurs pour permettre de transporter les récoltes ou des intrants agricoles.

Extension de la superficie exploitée

Quant aux 26 autres tracteurs importés par l'État par l'intermédiaire du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, ces engins sont également équipés de charrues à soc pour le labour, de pulvérisateurs à disque, de rotavateurs

et de semoirs mécaniques ; Ils sont également équipés de remorques agricoles. Il est à rappeler que ces tracteurs ont été acquis par le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage dans le cadre de la mise en œuvre du projet d'Agriculture durable par une approche paysage (PADAP) et du projet de Résilience des systèmes alimentaires (FRSP), qui sont sous sa tutelle. Cette opération d'importation de tracteurs vise à promouvoir la mécanisation agricole en vue de moderniser le secteur agricole à Madagascar tout en procédant à l'extension de la superficie exploitée. L'objectif vise à améliorer la production agricole, en particulier la production de riz en vue d'atteindre l'autosuffisance alimentaire.

Le ministre de tutelle Suzelin Ratohiarijaona a soulevé, lors de la réception officielle de ces engins agricoles, qu'ils seront mis à la disposition des paysans pratiquant déjà la mécanisation agricole. « Ces tracteurs importés seront ainsi acheminés dans toutes les régions de l'île », a-t-il poursuivi.

Industrialisation en marche : Des pépinières industrielles à Ambatondrazaka et Moramanga

ANTSIA R. | 05 AOÛT 2024 | MIDI MADAGASIKARA

La mise en place de pépinières industrielles se poursuit à travers la Grande île. Dans la région Alaotra Mangoro à Ambatondrazaka, des machines de transformation de tomate ont été attribuées à la société Lycoper pour favoriser l'industrialisation locale. Ces équipements incluent des machines de nettoyage, une bande transporteuse, un batteur à double passage, une pompe à vis, un système de chauffage électrique, une machine de remplissage, un tank de stérilisation, une armoire de commande, un compresseur d'air, des tuyauteries et équipements, ainsi que de l'huile de transfert de chaleur. Ce système permet

de produire jusqu'à 1 500 bouteilles de 200 ml de produits finis par jour. À Moramanga, des machines de transformation de produits laitiers ont été attribuées à la KSFM. Elles comprennent un réservoir de réception, un réservoir de stockage, un compresseur d'air, une boîte d'accessoires, un réservoir de stérilisation, un réservoir à fromage, un réservoir d'immersion dans le sel, un réservoir de fermentation, une rainure de formage et une machine de nettoyage. Cette installation permet de transformer 1 500 litres de lait par semaine.

Etats membres de la COI : Un concours de pitch destiné aux start-ups

JOSÉ BELALAHY | 05 AOÛT 2024 | MIDI MADAGASIKARA

« Renforcer les capacités des entrepreneurs dirigeant une start-up ou ayant un projet d'entreprise dans la présentation de leur projet entrepreneurial ». Tel est l'objectif du concours COPISTE 2024 qui vient d'être lancé dans le cadre du projet ENFA ou Entrepreneuriat et facilitation des affaires. Le concours de pitch est destiné aux start-ups des Etats membres de la Commission de l'Océan Indien dont Madagascar. L'accent sur le pitch est motivé par le fait que pouvoir présenter un projet entrepreneurial est un atout permettant de « capter l'attention

de potentiels investisseurs ou pour mieux faire connaître son offre de service ». L'appel à candidature du concours COPISTE 2024 a été lancé le 29 juillet. Les entrepreneurs ou porteurs de projet des filières des plantes cosmétiques et médicinales, du tourisme et des produits de la mer des Comores, de Madagascar, de Maurice et des Seychelles ont jusqu'au 6 septembre pour s'enregistrer via le site de la COI au lien suivant : commissiondeloceanindien.org. Le concours quant à lui est prévu se dérouler du 28 au 30 octobre prochain à l'île Maurice.

Marché - Le Zoma revient à Analakely

MIALISOA IDA | 06 AOÛT 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le marché du Zoma fait son grand retour à Analakely avec le « Tsenabe spécial vacances ». Installé sur l'Avenue de l'Indépendance, il attire commerçants et visiteurs.

Le « Tsenabe spécial vacances » fait revivre le marché du Zoma d'Antananarivo d'autrefois. Cependant, au lieu d'être hebdomadaire, il est journalier et plusieurs articles y sont proposés.



Le marché du Zoma d'antan a été un rendez-vous incontournable pour les Tananariviens. Actuellement, il revient avec ses nombreux marchés installés à Analakely, notamment le marché des vacances, un événement nommé

« Tsenabe spécial vacances » installé sur les trottoirs de l'Avenue de l'Indépendance, ainsi que les marchés sur l'esplanade d'Analakely.

Depuis plusieurs jours et même jusqu'à ce jour, cet événement a réuni de nombreux commerçants en envahissant une partie de ce lieu, tout en proposant divers articles tels que des vêtements, des chaussures, des accessoires, des produits alimentaires et cosmétiques, des fournitures scolaires et bien d'autres. Si le marché d'antan a été marqué par des parasols blancs, maintenant, des chapiteaux blancs sont érigés sur les trottoirs de l'Avenue de l'Indépendance.

Plusieurs stands y sont installés. Selon l'organisateur de l'événement, « la location d'un stand pour une durée de cinq jours est estimée à 500.000 ariary ». Mais malgré cela, les commerçants se montrent satisfaits, car cette organisation constitue pour eux un moyen d'étaler leurs produits au grand public.

Embouteillages

De leur côté, les visiteurs se sentent également satisfaits. « Grâce à cet événement, j'ai pu acheter ce que je cherchais depuis bien longtemps », nous raconte Mirantsoa avec enthousiasme. Toutefois, l'existence de ce marché accentue les embouteillages à Analakely. Il perturbe la circulation. Disons aussi que ce genre d'événement va à l'encontre des objectifs de la commune urbaine d'Antananarivo qui étaient d'assainir la ville tout en enlevant les marchands de rue, et de rétablir l'ordre exact qui dit que le trottoir est destiné aux piétons, la rue pour les véhicules

et le marché pour les vendeurs. Pour ce qui est de l'organisation d'un tel événement au sein de l'Avenue de l'Indépendance à Analakely, la municipalité ne nous a pas donné d'informations complémentaires.

Le marché du Zoma, autrefois hebdomadaire, revient désormais avec l'organisation d'événements journaliers ou saisonniers. Actuellement, c'est le « Tsenabe spécial vacances » qui a été lancé, et après les bazars de Noël, on peut dire que l'événement s'étendra toute l'année. Ainsi, le Zoma revient dans la capitale, mais sous un concept différent.

Banques territoriales - La Bred reprend Société Générale Madagasikara

ERIC RANJALAHY | 06 AOÛT 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Des lignes bougent dans le secteur financier. Société Générale a annoncé hier la signature d'un accord pour la cession de sa filiale « Société Générale Madagasikara » à la Banque régionale d'escompte et de dépôts, BRED Banque Populaire. La finalisation de la cession est attendue d'ici la fin du premier trimestre 2025, précise la Société Générale, qui souligne également que le projet de cession est soumis aux conditions suspensives usuelles ainsi qu'à la validation des autorités financières et réglementaires compétentes.

Dans les faits, l'accord prévoit la cession totale des parts du groupe Société Générale (70%) dans « Société Générale Madagasikara ». Selon les engagements pris, « la BRED Banque Populaire reprendrait la totalité des

activités opérées par la filiale malgache, ainsi que l'intégralité des portefeuilles clients et l'ensemble des collaborateurs de cette entité ».

La BRED est la plus importante des banques populaires françaises, au sein du groupe Banque populaire et Caisse d'épargne, BPCE.

Elle opère en Île-de-France, en Normandie et dans les territoires d'outre-mer, ainsi qu'au travers de ses filiales de banque commerciale en Asie du Sud-Est, dans le Pacifique Sud, dans la Corne de l'Afrique, en Suisse et à Dubaï. En 2023, la BRED a réalisé un PNB consolidé de 1,34 milliard d'euros et son résultat net s'établit à 319 millions d'euros.

Commerce intra-africain - La monnaie commune africaine abandonnée

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 06 AOÛT 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La Grande Île a participé au Caucus Africain 2024. Lors de cet événement, plusieurs discussions se sont tenues à Abuja, la capitale nigériane, vendredi.

À la table des discussions, la création d'une monnaie commune. « Jusqu'à maintenant, nous avons décidé d'utiliser les monnaies de chaque pays pour les transactions », explique Rindra Hasimbelo Rabarininarison, ministre de l'Économie et des Finances, qui s'est rendue à cet événement du 1^{er} au 3 août. Ainsi, les pays africains n'ont pas encore décidé de l'instauration d'une monnaie commune; on a décidé de se rabattre sur l'utilisation du système panafricain de paiement et de règlement (PAPSS). Il s'agit d'une infrastructure « centralisée du marché financier qui permet la circulation efficace de l'argent en toute sécurité à travers les frontières africaines, minimisant les risques et contribuant à l'intégration financière entre les régions ». En gros, le PAPSS permet de faire circuler l'argent de manière efficace et sécurisée à travers les frontières africaines, en minimisant les risques et en contribuant à l'intégration financière des régions. Selon le ministère de l'Économie et des Finances, « les transactions financières

en Afrique passent encore par l'utilisation de devises étrangères, comme l'euro ou encore le dollar, et doivent encore passer par les banques étrangères pour être effectives.



Et en Afrique, la perte de change se chiffre actuellement à 5 milliards de dollars », explique Rindra Hasimbelo Rabarininarison, ministre de l'Économie et des Finances.

Mutualisation

Alors que le commerce intra-africain et l'intégration régionale deviennent de plus en plus importants, la mise en place d'un système de paiement efficace pourrait s'avérer décisive. Mais pourquoi les pays africains ne conçoivent-ils pas encore de monnaie commune ? A priori, cela pourrait s'avérer être un moyen de mutualiser l'échange, surtout dans le cadre de la mise en place de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF). Selon la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, la création d'une monnaie commune, pour les États de l'Afrique de l'Est par exemple, comporte des avantages et des coûts.

Les principaux avantages de l'union monétaire découlent de l'élimination des coûts des transactions de change et

de celle de la volatilité des taux de change. Les principaux coûts sont ceux liés à l'incapacité des autorités monétaires de chaque pays de recourir à des politiques monétaires nationales et au taux de change comme outils d'ajustement macroéconomique en réponse aux chocs, peut-on lire dans un rapport en date de 2017. La création d'une monnaie commune pourrait stimuler la croissance régionale et individuelle de chaque pays. Néanmoins, des études plus récentes montrent que l'union monétaire a un impact commercial beaucoup moins important, notamment dans les pays en développement. Des critères sont aussi préalables à la formation d'une monnaie commune, notamment ceux de la Zone Monétaire Optimale (ZMO), dont il est important, voire même impératif, de respecter les critères.

Commerce des services : Une nouvelle voie de développement pour les PMA

NAVALONA R. | 06 AOÛT 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

Des experts du monde entier se sont réunis dernièrement pour l'Examen global de l'Aide pour le commerce servant à faciliter les échanges des pays en développement et les Pays les moins avancés comme Madagascar, au siège de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Genève.

Dans ce contexte, le Directeur général adjoint de cette institution, Xiangchen Zhang, s'est exprimé à travers une tribune intitulée « Comment le commerce des services et la transition écologique peuvent-ils profiter à tous ? ». Et lui de répondre que les pays africains et les pays les moins avancés (PMA), incluant Madagascar, ont beaucoup à gagner du développement de nouvelles chaînes de valeur « vertes » et d'un essor mondial du commerce des services.



En effet, ces pays disposent d'une abondance de ressources durables telles que les fibres naturelles, les sources d'énergies renouvelables et les produits agricoles respectueux de l'environnement. « Ils sont ainsi bien placés pour développer des industries florissantes tournées vers l'exportation de biens et services verts tels que les énergies renouvelables et l'écotourisme. D'ailleurs, le succès rencontré par certaines entreprises africaines spécialisées dans les services financiers ou le commerce électronique, montre bien que les services à forte valeur peuvent représenter une nouvelle voie de développement

pour les PMA. En revanche, l'application des politiques commerciales adéquates doit être accompagnée d'un transfert de technologie et d'investissements dans les compétences et les infrastructures », a-t-il poursuivi.

Processus de l'OMC

Lors de cet Examen global de l'Aide pour le commerce, trois nouvelles études présentées dans une nouvelle note d'orientation intitulée « Priorités commerciales des PMA : perspectives », y ont été publiées. « Elles se penchent sur le potentiel de transformation de ces PMA en donnant des indications leur permettant de saisir les opportunités offertes par la transition verte et la réorientation mondiale vers les services. L'utilisation des processus de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) s'impose aussi pour plaider de manière plus proactive en faveur de politiques commerciales favorables dans les secteurs stratégiques. Ces études récentes soulignent la responsabilité des partenaires commerciaux à revenu élevé de continuer d'investir dans l'Aide pour le commerce et de réduire les obstacles auxquels se heurtent les exportations des PMA, afin de faire en sorte que le commerce profite réellement à tous », a enchaîné le Directeur général adjoint de l'OMC. « Miracle ».

En outre, des experts au sein de l'International Growth Center à Londres, affirment que l'Afrique peut reproduire le « miracle » reposant sur les exportations qu'a connu l'Asie de l'Est, en augmentant le volume et la valeur de ses exportations de services. La preuve, 70% des entreprises du continent qui enregistrent la croissance la plus rapide, offrent principalement des services, dans des domaines allant des technologies financières aux soins de santé. Outre le tourisme et les transports, ces experts ont

soulevé que les secteurs à plus forte productivité comme la finance, l'assurance et les services fournis aux entreprises, sont susceptibles d'offrir à l'Afrique une voie plus durable vers l'amélioration de l'emploi et le développement économique. Pour ce faire, les gouvernements des pays africains devront investir dans les infrastructures et les compétences numériques, et œuvrer en faveur d'une plus grande ouverture du commerce des services, via l'Aide pour le commerce. La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) sera également d'un grand soutien car en dynamisant le commerce des marchandises, elle peut stimuler le commerce des services connexes.

Traitement spécial

Lors de la 13^e Conférence ministérielle de l'OMC, un groupe africain et les PMA ont accordé la priorité à l'avancement des négociations sur le traitement spécial et différencié, essentiel à leur développement durable, selon leurs dires. C'est pourquoi, d'autres experts de

l'Organisation for Economic Transformation proposent de repenser à cette mesure en mettant plutôt l'accent sur l'assistance technique et financière, outre la mise en œuvre de la ZLECAf, et ce, afin d'obtenir de meilleurs résultats lors de la prochaine Conférence ministérielle. Par ailleurs, Colette van der Ven, juriste spécialiste du commerce international, révèle la question de « fracture verte » entre les économies à faible revenu vulnérables au changement climatique et les économies ayant une capacité de résilience pour dominer les nouvelles chaînes de valeur. Elle se soucie des mesures commerciales vertes unilatérales et non coordonnées mises en œuvre par les économies développées, dont les coûts élevés de mise en conformité empêchent les PMA de participer à l'écologisation du commerce. La juriste affirme que ces PMA devraient davantage prendre l'initiative d'utiliser les processus de l'OMC pour transformer leurs économies en industries d'exportation.

ARO-EDBM : Un accord majeur sur la gestion des risques et la sécurisation des investissements

R.EDMOND. | 06 AOÛT 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

Assurances Aro et l'Economic Development Board of Madagascar (EDBM) renforcent leur collaboration en matière de sécurisation des investissements et de gestion des risques à Madagascar. Les deux entités ont signé vendredi dernier, un accord majeur qui vise à transformer le paysage des investissements à Madagascar. Et ce, grâce à l'alliance de leur expertise respective en matière de promotion des investissements et en gestion des risques. Il s'agit, a-t-on indiqué, de créer un environnement sécurisé qui inspire confiance aux investisseurs nationaux et internationaux. En effet, une approche ciblée de la gestion des risques obtenue grâce à cet accord permet de mieux mettre en valeur les opportunités d'investissement uniques à Madagascar, en démontrant une capacité à anticiper les besoins et à gérer les défis

potentiels liés aux différents secteurs prioritaires et filières d'excellence.



Un partenariat qui marque, en tout cas, un tournant dans l'approche de la promotion des investissements à Madagascar.

Industrie locale - Première unité ODOF pour le district d'Avaradrano

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 07 AOÛT 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Allo Food Factory, une usine de pâtes alimentaires, vient de débuter sa phase de production. Située au By Pass, cette ligne de production de nouilles bénéficie d'une position stratégique dans l'Avaradrano.

Un avantage indéniable. Les districts environnant Antananarivo ne sont pas en reste par rapport au projet One district, One Factory (ODOF) du ministère de l'Industrialisation et du Commerce. Hier, une ligne de production de pâtes alimentaires a été inaugurée au By Pass. Il s'agit de l'usine Allo Food Factory. Après les récents essais techniques qui se sont avérés concluants, cette usine tournera désormais à plein régime pour fabriquer des

nouilles, à raison de quatre tonnes par jour. Ces produits se cuisineront à toutes les sauces.

Tania Ratsirahonana, gestionnaire de l'usine Allo Food Factory, avait expliqué que « la farine et les œufs sont les ingrédients de base des pâtes fabriquées par cette usine. Cela confère un goût unique à nos produits. Nous sommes désormais prêts à distribuer nos produits sur le marché local, partout à Madagascar », a-t-elle affirmé hier, au cours de la cérémonie d'inauguration de cette usine.

Cette entrepreneure affirme également travailler avec les aviculteurs et les producteurs du district pour s'approvisionner en matières premières.

Quand l'industrie va, tout va

Pour Allo Food Factory, l'objectif est d'abord de se faire une place sur le marché local. « Nous voulons vraiment satisfaire la clientèle en offrant des variétés de pâtes alimentaires de qualité et de faire de ces pâtes des produits assez compétitifs sur le marché intérieur », explique Tania Ratsirahonana, et elle d'ajouter que « l'usine n'ambitionne pas seulement de produire des pâtes alimentaires. Mais la société envisage aussi de fabriquer d'autres aliments, indispensables au quotidien des Malgaches ». Actuellement, six employés travaillent dans l'usine de pâtes du By Pass, mais avec les projets d'extension des activités de l'usine, les responsables envisagent d'augmenter le nombre de salariés.

Les produits ODOF se distinguent des articles importés par la manufacture, et la valeur ajoutée singulière qu'apportent les producteurs malgaches aux produits finis. Cela

contribue aussi à réduire la dépendance liée aux importations, avec des produits de qualité, qui suivent les normes sanitaires et concurrentielles en vigueur dans la Grande île et sur le marché international. C'est le ministère de l'Industrialisation et du Commerce qui s'assure du respect de ces chaînes de valeurs, avec un contrôle optimal de la qualité des produits.

« Les produits de cette usine n'ont rien à envier aux produits importés. Le MIC se donne corps et âme à la concrétisation de l'industrialisation de Madagascar. Le département s'attèle à créer des industries de proximité pour être plus proche de la population afin d'atteindre l'autosuffisance alimentaire, tout en stimulant la productivité locale », a expliqué Vahinisoa Ranoelimanana Rasamoely, secrétaire générale du MIC, hier. Pour ce qui est du soutien technique, par rapport à la gestion de ces usines, les partenariats noués en amont, avec des sociétés comme US Okes PTY LTD, garantissent l'entretien régulier des machines industrielles octroyées aux bénéficiaires du projet ODOF.

Tourisme - Des vols de secours entre Toliara et Tolagnaro

MIRANA IHARILIVA | 07 AOÛT 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La compagnie Madagascar Airlines annonce trois vols de liaison directe entre Toliara et Tolagnaro pour ce mois d'août, afin de répondre aux besoins exponentiels des vacanciers.

Il était temps. Les vols reprennent entre Toliara et Tolagnaro et seront assurés à bord des appareils de la compagnie Madagascar Airlines. Même si ce n'est pas encore une reprise pour durer toute l'année, au moins, pour ce mois d'août, trois vols sont annoncés. Les 15, 23 et 25 de ce mois seront ouverts aux liaisons entre la région Atsimo-Andrefana et la région Anôsy. « Une grande bouffée d'oxygène pour les vacanciers et les touristes et aussi pour nous », s'exclame un opérateur en hôtellerie à Toliara. « Ceci nous coûtera moins et le trajet sera plus court et plus confortable », nous écrit une famille basée à Ampasikabo Tolagnaro qui rejoint fréquemment Toliara pour affaires.



Des touristes étrangers depuis l'île Maurice et de La Réunion empruntent des circuits dans le Sud en faisant la boucle des sites touristiques d'Ampasy Nahampoana, Libanona à Tolagnaro pour rejoindre les plages d'Anakao

et Nosy Ve dans la région Atsimo-Andrefana. Depuis le mois d'avril dernier, la compagnie Air Austral a arrêté ses vols reliant l'île de La Réunion, Tolagnaro et Toliara. Les passagers voulant rejoindre les villes de Tolagnaro à Toliara sont obligés de passer par Antananarivo, puis acheter de nouveaux billets vers les deux destinations. Le coût total de tous ces trajets peut atteindre quatre millions d'ariary et même plus quand il n'y eut pas assez de flotte au début de cette année.

Cahoteuse

Pour les prochains vols proposés, le simulateur de réservation de la compagnie aérienne nationale propose par exemple 179 euros, soit près de 895 000 ariary, pour un billet partant de Tolagnaro vers Toliara le 15 août prochain. Le tarif diminue à 134 euros, soit près de 670 000 ariary, pour un départ le 25 août, à condition que les réservations se tiennent dans les jours qui viennent. Des tarifs qui peuvent très bien changer en fonction du nombre de passagers et des jours de départ. Au moins pour ce mois d'août, vacanciers, voyageurs et touristes sont soutenus par ces « vols de secours ».

L'alternative de prendre la route coûte en temps et en confort. La location d'un véhicule tout terrain au départ de Toliara, entre autres, est de 200 000 ariary par jour en moyenne, carburant en sus. Une halte à Ampanihy est plus rassurante et une seconde halte à Beloha Androy, soit trois jours pour relier les quelque 436 km. Pour les férus d'aventure, les voyages en camions taxi-brousse coûtent dans une fourchette de 200 000 ariary, et le trajet dure trois jours et parfois quatre.

« Il est temps de réorganiser le système de transport en général dans le Sud. C'est un grand territoire qui intéresse les vacanciers et touristes mais qui se retrouvent démotivés au vu de l'état des pistes et surtout des moyens de transport existants », propose Voahangy

R., agent de voyage. Nombreux attendent en revanche la reprise des liaisons Toliara-Morondava, dont le trajet de quelque 400 km est handicapé par la route cahoteuse entre Manja et Morondava. De même que Morondava-Maintirano-Mahajanga.

Manufactures - L'artisanat malgache s'expose à Venise

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 07 AOÛT 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Un artisanat d'excellence. Il existe des manufacturiers qui mettent le savoir-faire malgache à l'honneur. Cette année, les arts et la manufacture artisanale des ateliers du « village », créateur de maquettes de bateaux d'Imerinafovoany, seront exposés à la biennale « Homo Faber » de Venise.

Un événement d'exposition d'art international se tiendra sur l'île de San Giorgio à Venise. Les organisateurs de l'événement estiment que plus de quatre cents artisans venant d'une cinquantaine de pays seront présents à cet événement qui se tiendra en septembre. L'atelier « Le Village » est monté en grade au fil des années. Depuis sa création en 1993, les maquettes de bateaux qui y sont confectionnées attirent des passionnés et des professionnels de ce genre de savoir-faire.

Cela ne constituait en aucun cas un passe-droit pour participer à la Biennale de Venise et figurer dans le guide « Homo Faber », l'un des guides les plus prestigieux dans le domaine de l'art. L'enseigne « Le Village » a traversé une sélection rigoureuse, au cours de laquelle quarante-six artisans ont initialement concouru, pour

finalement être réduits à seize après une analyse approfondie des dossiers.

Tout au long de la sélection, l'excellence a été de mise, mais aussi la capacité des produits à s'aligner sur les standards internationaux en vigueur. La sélection du Village fait aussi suite au partenariat entre la Fondation Michelangelo et le Fonds Yavarhousen. Le Village a été sélectionné pour figurer dans le guide « Homo Faber », mais aussi pour participer à la biennale de Venise. Vatosoa Razafimandimby, responsable local du Fonds Yavarhousen, a affirmé hier, au cours d'une conférence de presse à Imerinafovoany, que le fonds a « tenu à mettre en avant un artisanat capable de convaincre et de s'aligner aux standards internationaux », a-t-elle confié aux journalistes. Différents critères sont entrés en compte pour sélectionner l'artisan le plus méritant, fait-on savoir.

Conscient de ses lettres de noblesse, « Le Village » se dit prêt à mettre à l'honneur ce savoir-faire, acquis au cours de ces trente-deux années d'expérience, et de porter haut cet « artisanat d'excellence », comme l'a souligné Grégory Postel, propriétaire du Village créateur de maquettes de bateaux.

Emploi - Des jeunes qualifiés recrutés au Japon

GARRY FABRICE RANAIVOSON | 07 AOÛT 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Une première vague. De jeunes Malgaches, issus des quatre coins du pays, triés sur le volet s'envoleront incessamment pour le Japon. Ils ont été recrutés par des entreprises japonaises, dans le cadre du Projet de recrutement de jeunes travailleurs qualifiés spécialisés ou projet TQS. Cette première vague de futurs salariés dans des entreprises japonaises a été présentée officiellement durant une réunion de travail au palais d'État d'Iavoloha, hier. Ils sont douze, dont trois sont déjà sur le départ. Pour les neuf autres, le processus de recrutement est en cours, selon les explications. Le projet TQS est porté par l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA).

« Face au vieillissement de ses mains-d'œuvre productives, le Japon entend bénéficier des mains-d'œuvre qualifiées de ses pays partenaires à travers le projet TQS », indiquent les termes de référence de l'événement d'hier. La restauration, le bâtiment, l'industrie navale, l'hôtellerie, l'électronique, l'informatique, l'industrie alimentaire et l'industrie de l'automobile sont à la recherche de travailleurs. Pour cette première vague, Madagascar mise sur l'agriculture.

Confiance

L'intégration des jeunes Malgaches parmi les bénéficiaires du programme découle d'une initiative de Andry Rajoelina, président de la République. Le chef de l'État a convaincu Kitaoka Shinichi, ancien président de la JICA, d'intégrer Madagascar dans le programme TQS lors d'une rencontre entre les deux personnalités au palais d'État d'Iavoloha, en mai 2022.



« Cela démontre la confiance du président Rajoelina envers les compétences et la technicité de la jeunesse malgache », assure Anne-Murielle Raharimanana,

directrice des relations culturelles et communautaires auprès de la présidence de la République, qui co-préside le comité technique interministériel chargé de la mise en œuvre du projet. Vingt jeunes ont été sélectionnés pour bénéficier du projet TQS.

Avant de pouvoir répondre aux offres d'emploi, ils ont dû apprendre le japonais et ensuite réussir un examen

international de maîtrise de la langue japonaise. Ils ont ensuite effectué un stage au Japon, conclu par une évaluation technique. Ce qui a ramené le nombre de jeunes recrutés à douze. Leur contrat de travail est d'une durée totale de cinq ans, renouvelable chaque année. Une fois de retour à Madagascar, leurs expériences seront mises à profit dans les projets de développement du pays.

Conjoncture volatile - La BFM resserre les taux

ERIC RANJALAHY | 08 AOÛT 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Prévisible dans un contexte économique nébuleux. Le Comité monétaire de la Banky foiben'i Madagasikara (BFM), dans le cadre de la revue trimestrielle de la politique monétaire avant-hier, a décidé de majorer ses taux des facilités permanentes. Le taux de facilités de dépôt (FDD), fixé à 9% lors de la précédente revue qui remonte au 6 mai, augmente à 9,5%. Le taux des facilités de prêt marginal (FPM) passe pour sa part de 11% à 11,50%.



Dans la pratique des transactions monétaires, à 9,5% sera rémunéré le placement pour les banques qui déposent leurs excédents de liquidités auprès de la BFM. En contrepartie, pour leur besoin de liquidité, l'intérêt dont bénéficiera la Banque centrale sur leurs emprunts sera de 11,5%. L'objectif de ces instruments du marché monétaire, comme l'indique la BFM, est de stabiliser les

taux d'intérêt à court terme et de transmettre le signal par rapport à l'orientation de la politique monétaire.

La BFM, dans ses analyses, déduit que « en ce qui concerne l'inflation, l'évolution des prix à la consommation en glissement annuel a été de 7,2% en juin 2024, contre 7,4% en mars, 7,3% en avril et mai 2024. Ces taux sont restés relativement élevés et persistants, n'ayant connu que de très faibles variations depuis le début de l'année. Parmi les principales composantes du panier de consommation des ménages, le riz s'est renchéri de 5,0% et a contribué à 13,1% de la variation d'ensemble. Il est à noter que les prix du riz n'ont pas enregistré les baisses saisonnières attendues pendant la période de récolte de cette année. Cette situation est différente de l'époque prépandémique, durant laquelle les prix du riz connaissaient une baisse notable à chaque période de récolte. Les prix de l'énergie ont augmenté de 8,0% sur la période sous revue. Les prix du carburant n'ont pas encore connu d'ajustement et restent à leur niveau de juillet 2022 ».

L'ancien représentant du Fonds monétaire international à Madagascar (FMI), Mokhtar Benlamine, avait suggéré que la règle prudentielle soit de rigueur pour les banques centrales, en faisant valoir que « les banques centrales devraient éviter d'assouplir trop tôt leur politique monétaire et s'opposer aux attentes, un brin optimistes, du marché en matière de baisse des taux directeurs ». Maintenant, il est attendu l'efficacité probante de ces soldats financiers sur le front financier, à l'orée de la période de soudure qui va poindre à l'horizon où les prix sur les étals s'affolent, avec le souffle des vents cycloniques.

Commission de l'union africaine - Randriamandranto dans la course à la présidence

RAVO ANDRIANTSALAMA | 08 AOÛT 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

À la dernière minute. Mardi dernier, la candidature de Richard Randriamandranto au poste de président de la commission de l'Union africaine a été déposée. Dépôt à la dernière journée de réception des candidatures au doyen régional, qui se trouve à Maurice pour la région Est du continent. Il sera donc le candidat de Madagascar pour l'élection au mois de février de l'année prochaine. Ancien ministre des Finances et ancien ministre des Affaires étrangères, Richard Randriamandranto se positionne contre trois autres candidats : Mahmoud Ali Yousou, ministre des Affaires étrangères du Djibouti ;

Raila Odinga, ancien Premier ministre du Kenya ; ainsi qu'Anil Kumarsingh Gayan, ancien ministre des Affaires étrangères de la Mauritanie.

Au mois de février 2025, les chefs d'État et de gouvernement membres de l'Union éliront, lors du sommet, le président de la commission. En tant que candidat, Richard Randriamandranto est donc soutenu par l'État, un soutien indispensable pour sa candidature. En tant qu'ancien ministre et avec toute son expérience, Richard Randriamandranto semble fait pour le poste qu'il convoite.

Il a cependant été connu du grand public après sa prise de position par rapport à la guerre en Ukraine, à l'époque où il était à la tête de la diplomatie. Geste qui lui a valu son poste de ministre des Affaires étrangères.

Approbation

Selon les textes, la présidence de la commission de l'UA est tournante par région. Cette fois-ci, c'est au tour de la région Est de présenter des candidats. D'où la candidature de quatre personnalités venant de la région d'Afrique de l'Est. Avant le jour de l'élection, un panel d'éminentes personnalités recommande au sommet les candidats présélectionnés suivant les critères établis par les textes. Ces textes précisent que le président de la Commission de l'Union africaine est le chef exécutif, le représentant légal de l'Union et l'ordonnateur de l'Union. Il est directement

responsable devant le Conseil exécutif dans l'exercice efficace de ses fonctions. Le Président doit également être très attaché aux valeurs panafricaines et aux principes directeurs de l'Union africaine.

Le choix du président de la République s'est donc finalement porté sur un collaborateur. Il l'a choisi au détriment de l'ancien président de la République Hery Rajaonarimampianina qui, lui aussi, voulait prétendre au poste de président de la commission de l'Union africaine. Un choix logique pour le chef d'État vu son antécédent avec le patron du HVM lors de la transition du début des années 2010. Hery Rajaonarimampianina qui, à l'époque était le ministre chargé des Finances, puis candidat à la présidentielle soutenu par Andry Rajoelina, aussitôt élu président de la République, a tourné le dos au TGV et a volé de ses propres ailes.

Base Toliara : Pas d'impacts nuisibles sur les activités de pêche

R.EDMOND. | 08 AOÛT 2024 | MIDI MADAGASIKARA

Contrairement aux assertions de ses détracteurs, le projet Base Toliara n'est pas de ces investissements qui nuisent aux activités de pêche.

En effet, depuis le début, des dispositions ont été prises pour éviter une perturbation de la petite pêche dans les zones impactées par le projet.

Précautions

Présent lors des consultations publiques menées dans le cadre des études d'impact du projet en vue de l'obtention du permis environnemental de Base Toliara, Joseph Emmerand, membre de l'Association Akio Viko, se rappelle des précautions prises en faveur des petits pêcheurs qui opèrent dans la zone de construction d'une jetée. « Durant ces consultations publiques, les avis et les inquiétudes de toutes les parties prenantes ont été pris en compte », rappelle-t-il en précisant que les intervenants aux séances de consultations étaient rassurés par le fait que la construction de la jetée n'empêchera pas les communautés Vezo d'exercer leurs activités de pêche. Une manière de dire et de dénoncer la campagne actuelle de désinformation menée par les opposants à la reprise des activités de Base Toliara.

Partenaire

Au contraire, Joseph Emmerand et les membres de l'association Akio Viko s'attendent à des impacts positifs du projet Base Toliara sur la petite pêche qui traverse actuellement des difficultés pour diverses raisons, notamment en raison du changement climatique qui impacte sur la quantité disponible et la chute des prix des poissons. « Le projet Base Toliara peut devenir un partenaire pour le développement de nos activités en finançant, par exemple, l'entretien et le renouvellement de nos matériels de pêche », défend Joseph Emmerand. Par ailleurs,

« comme les pêcheurs pratiquent encore des méthodes traditionnelles qui ne leur permettent pas d'avoir une bonne rentabilité, un appui venant de Base Toliara est appelé à améliorer la productivité et augmenter ainsi les revenus ». Ce chef des pêcheurs d'Ambohitsabo est également convaincu du fait que Base Toliara, comme le font les autres grandes entreprises minières, mettra en œuvre des programmes sociaux. Autant de raisons qui motivent les communautés locales à lancer un appel à l'endroit des autorités pour la relance du projet. « Nous sommes impatients de voir son lancement. Surtout que nos activités de pêche ne nous permettent plus de subvenir à nos besoins quotidiens et sa reprise contribuera à créer des emplois pour les jeunes ».

Débouchée

D'autres communautés pourraient également bénéficier des effets induits de la relance de Base Toliara. Aurélie Ratianantenaina, membre de l'association de vendeurs de produits halieutiques à Toliara appelée « Fimpifima » ou « Fikambanan'ny mpivarotra fia », une association féminine qui compte actuellement une centaine de membres, affirme que ce projet aura le mérite de constituer un débouché pour leurs produits. L'on apprend d'ailleurs que ces vendeuses de produits halieutiques avaient déjà des tractations avec Base Toliara pour devenir fournisseurs. « Nous estimons être capables d'honorer les éventuelles commandes de produits halieutiques émanant de Base Toliara et cela nous permettra d'augmenter nos revenus ». De bonnes perspectives en vue.

25^e édition de FIER-MADA : Des innovations en matière de transformation agro-alimentaire à l'honneur

NAVALONA R. | 08 AOÛT 2024 | MIDI MADAGASIKARA

La 25^e édition de la Foire Internationale de l'Economie Rurale de Madagascar ou FIERMADA a débuté hier et durera jusqu'au 11 août 2024 au stade de Maki à Andohatapenaka.

Près de 450 stands y exposent différents produits issus des secteurs de l'agriculture, de l'élevage de la pêche ainsi que de l'artisanat et du bien-être et cosmétique, sans oublier les matériels et équipements agricoles. En revanche, de nombreuses innovations en matière de transformation agro-alimentaire sont à l'honneur dans le cadre de cette nouvelle édition de la FIER MADA. A titre d'illustration, une entreprise basée à Toliara se spécialise dans la transformation de fruits de baobab en poudre, huile, savon, gel douche et bientôt en charbon écologique. Des céréales à base de riz soufflé ainsi que de poudre et huile de baobab qui sont également fabriquées localement ont fait l'objet de dégustation dans le cadre de cette foire internationale de l'économie rurale de Madagascar. En outre, le Centre d'Appui au Développement Rural Intégré basé dans la commune d'Anosiala, district d'Ambohidratrimo, promeut du charbon bio qui est plus économique pour les ménages et idéal pour le chauffage dans le secteur de l'élevage surtout avicole.

Plante introduite

Il est à noter que plusieurs exposants à cette manifestation économique de grande envergure sont constitués de nouvelles petites et moyennes entreprises. Ils y promeuvent leurs propres créativité et innovations en matière de transformation agro-alimentaire. Un poudre de riz noir mélangé avec des fruits est entre autres lancé dans le cadre de cette foire. Il s'agit d'un complément alimentaire bio comestible tout au long de l'année car le produit n'est pas un médicament, selon le promoteur. Et lui d'ajouter que ce nouveau produit instantané ayant de nombreuses vertus est conservable pendant plusieurs mois. Une entreprise qui a déjà obtenu un trophée en meilleur produit au niveau national, expose de l'infusion d'hibiscus après avoir planté cette fleur dans son site. Il s'agit d'une plante introduite dans le pays, a-t-on appris. En outre, les pâtes à base de légumes ont attiré de nombreux visiteurs. D'autres produits transformés sont également lancés dans le cadre de cette foire. On peut citer, entre autres, la farine de soanambo, la farine de banane et la farine de patate douce qui sont toutes sans gluten et naturelles. « C'est idéal pour la fabrication de

cookies, des crêpes et des gaufres ainsi que des gâteaux », a évoqué le promoteur. Une coopérative basée à Toamasina a également eu l'idée de produire de la farine de coco si les consommateurs ont l'habitude d'acheter de l'huile de coco, des bonbons et cookies au coco et du jus de coco.



Animaux d'ornementation

Au niveau du bien-être et de la cosmétique, des jeunes entrepreneurs se lancent dans la fabrication des shampoings et des produits de soins permettant d'assurer une repousse rapide des cheveux. « Nos produits sont entièrement naturels et conçus à base des plantes et bien d'autres matières premières qui se trouvent dans le pays », ont-ils témoigné. Par ailleurs, les fruits et légumes bio ainsi que les plantes sont pris d'assaut par les consommateurs à chaque foire. « Tontolo Maitso » y expose entre autres des jeunes plants de piments cloches comestibles et sert en même temps de décoration et des piments parfumés. « En une année de plantation, ils peuvent porter leurs fruits. Les arbres fruitiers de litchi, de mangue-papaye et de pommiers intéressent également les visiteurs », a fait savoir la responsable de cette organisation. Du côté de l'élevage, de nombreuses commandes de poissons vivants sont reçues par les exposants. Les animaux d'ornementation comme la poule de soie vendue à 250 000 Ar l'unité, le faisan dorée coûtant 1 million d'ariary et le chat de loup à 70 000 Ar ont également émerveillé les visiteurs.

Voiture miniature : 200 000 pièces exportées par Madagascar

NAVALONA R. | 08 AOÛT 2024 | MIDI MADAGASIKARA

Madagascar est actuellement en mesure de fabriquer sur place des voitures de différentes marques mais pour le moment... en miniature. Une entreprise portant l'enseigne Minimad s'est lancée dans la fabrication de ces modèles réduits de voitures depuis 2016. Née de la passion

automobile, elle s'est déjà imposée comme un leader incontournable du secteur, a-t-on appris. La fabrication de ces voitures en miniature est réalisée entièrement à Madagascar par des jeunes malgaches talentueux, allant de la conception des maquettes numériques jusqu'au

dernier emballage. Ce nouveau produit innovant devient tout d'un coup une véritable identité économique de la Grande île faisant sa renommée sur le plan international. En effet, il a conquis de nombreux grands magasins et passionnés internationaux. En effet, depuis la création de Minimad, 200 000 pièces de voitures en miniatures de différentes marques ont été exportées par Madagascar, a-t-on communiqué au niveau du Syndicat des Industries de Madagascar (SIM).

Produits de luxe

Ces voitures en miniature sont considérées comme étant des produits de luxe car elles sont destinées notamment à des expositions et des collections de valeur. Leurs

fabricants en produisent actuellement 9 000 pièces par mois, a-t-on évoqué. Cette entreprise promotrice d'innovation qui est tournée vers l'exportation vient d'intégrer le SIM. Il est à noter qu'elle a déjà obtenu une autorisation auprès des différents constructeurs automobiles internationaux pour la fabrication de modèles réduits de leurs marques. Auparavant, une autre entreprise s'était lancée dans la même activité mais elle importait toutes les matières premières. Le ponçage de la carrosserie, la décoration et le vernissage après l'introduction des pièces dans la cabine de peinture ainsi que l'assemblage et le montage sur socle ont été réalisés localement par les techniciens malgaches qui sont également passionnés de ces voitures en miniature, a-t-on conclu.

Cité des métiers - Début de chantier pour le village artisanal

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 09 AOÛT 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Un « village artisanal » sera construit à Ivato. Il jouxte la route de l'aéroport international et sa construction permettra de promouvoir encore plus le secteur de l'artisanat en quête d'investissements.

Sur les rails. Le conseil des ministres de mercredi a donné son accord pour le début de la construction du village artisanal.

international d'Ivato. Elle jouxte l'aéroport ainsi que les nouveaux logements sociaux sortis de terre », explique le ministère du Tourisme et de l'Artisanat.



Il s'agit d'un ensemble d'édifices dédiés à la promotion de l'artisanat. Ce centre sera érigé à Ivato, près de l'aéroport international, et il est censé « changer complètement la localité », notamment avec les aménagements qui accompagnent la construction de ce village. « Pour développer le tourisme et l'artisanat, l'État a décidé de construire un village artisanal à Ivato. La porte qui ouvre sur Madagascar. [...] Il y aura aussi un projet à part, pour aménager une rue piétonne avant le village », indique le compte rendu de la réunion hebdomadaire du gouvernement.

La « cité des métiers », également connue sous ce nom, est un ensemble de six galeries ainsi que des espaces communs, censé être aménagé à partir d'un budget de onze milliards d'ariary. « Cette cité a été pensée pour servir de vitrine à l'artisanat malgache, à la sortie de l'aéroport

Initiatives

Au mois d'avril, ce département a annoncé que les documents d'appels d'offres ont été réactualisés et le décret de basculement a été approuvé en conseil du gouvernement, au cours de ce même mois. Annoncé en 2021, il aura fallu quelques années de plus pour que le chantier sorte des bureaux de ses concepteurs. Cette construction va valoriser les métiers de l'artisanat où les produits artisanaux haut de gamme seront censés attendre les visiteurs, notamment la clientèle fraîchement débarquée à l'aéroport international d'Ivato. Avant le lancement de ce projet de construction de village des arts, plusieurs initiatives pour promouvoir l'artisanat ont vu le jour. Jeudi dernier, la route de l'artisanat a été inaugurée, sur la RN1.

Cette route permettra aux artisans de développer leur filière et d'écouler plus facilement leurs produits. La mise en place de cette cité des métiers sera aussi un appui considérable pour les artisans, qui sont en quête d'une « vitrine » pour mettre en valeur les potentiels des artisans malgaches. Ce ne sera pas seulement un ensemble de galeries. Ce sera également un lieu de rencontre entre tous les acteurs du secteur et des acheteurs. Le président de la chambre des métiers et de l'artisanat avait déjà soulevé ce point lors d'un entretien avec l'Express.

« Certes, nos artisans sont très forts, mais avoir une vitrine de l'artisanat permettrait d'encadrer les artisans et les former continuellement, en vue d'améliorer leurs produits », a expliqué Tefy Ranaivo, artisan et président de la chambre des métiers et de l'artisanat à Analamanga.

Responsabilité sociétale - QMM augmente son budget RSE

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 09 AOÛT 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Les engagements RSE de QMM sont de nouveau à la table des discussions, notamment dans le cadre de la convention d'établissement de la compagnie pour les vingt-cinq prochaines années. Hier, au Novotel Alarobia, les responsables de Qit Minerals Madagascar (QMM), ainsi que les représentants de l'État, ont tenu une réunion de concertation concernant le programme de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) de cette entreprise minière. Une rencontre qui s'inscrit dans le cadre du nouvel accord signé en août 2023. L'objectif de cette session était de recueillir les avis et recommandations des différentes entités concernées, en vue de la suite du processus, dont l'étape finale sera l'approbation en conseil des ministres, avant l'exécution effective du projet RSE.

L'un des engagements clés de l'accord d'établissement stipule que QMM augmente sa contribution annuelle à son programme de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE). Ainsi, la société alloue désormais quatre millions de dollars par an pour les projets RSE prioritaires. Un budget qui devrait servir à « réaliser des activités de développement qui seront décidées par un comité spécial à mettre en place » mais aussi « pour améliorer la qualité de vie de la communauté locale ainsi que des communautés impactées qui sont les principaux bénéficiaires du projet ». Il s'agit ici de projets concernant, entre autres, la reforestation, l'adduction d'eau potable, les projets HIMO, l'éducation, le développement des capacités des pompiers, la santé communautaire, la surveillance communautaire et la pêche, l'entrepreneuriat.

Océan Indien - Madagascar organise le 5^e sommet des chefs d'État de la COI

RAVO ANDRIANTSALAMA | 09 AOÛT 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le conseil des ministres de mercredi a approuvé l'accueil du cinquième sommet des chefs d'État et de gouvernement de la Commission de l'océan Indien (COI). Cet événement sera une occasion pour Madagascar de recevoir des invités de marque. Emmanuel Macron, président français, est pressenti parmi ces invités.

Durant son voyage à Paris pour l'ouverture des Jeux Olympiques, le président Andry Rajoelina a invité son homologue français à assister au sommet des chefs d'État de l'océan Indien. « C'est avec grand plaisir que le président Emmanuel Macron a accepté mon invitation à assister au sommet des chefs d'État de la région océan Indien que nous organiserons à Madagascar », a déclaré Andry Rajoelina dans une publication sur son compte Instagram le 26 juillet dernier.

Parallèlement, les partenaires techniques et financiers seront aussi au rendez-vous durant le sommet. Des représentants de quelques grandes nations seront aussi présents à l'événement. L'Union européenne, l'Agence française de développement (AFD), la Banque mondiale, les Nations-Unies, la Chine, le Japon et l'Inde seront de la partie pour participer au sommet.

Priorités

Le compte rendu du conseil des ministres précise que cette initiative s'inscrit dans la vision du président de la République visant à renforcer le leadership de Madagascar dans la région de l'océan Indien. Ce leadership est

actuellement illustré par la nomination de Edgard Razafindravahy au poste de secrétaire général de la COI. Il sera donc le principal responsable du sommet qui se tiendra à Madagascar. Il succède au Professeur Velayoudom Marimoutou, qui dirige un organisme célébrant son quarantième anniversaire cette année.



Ce prochain sommet des chefs d'État de la COI sera l'occasion pour son secrétaire général de mettre en avant ses priorités. Parmi celles-ci figurent la relance du programme de sécurité alimentaire et nutritionnelle, avec la création de filières régionales de production agricole pour dynamiser le commerce.

Insertion Professionnelle - Des jeunes découvrent des opportunités de carrière

MIANGALY RALITERA | 09 AOÛT 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Nouvelles découvertes. La profession ne devrait pas être limitée au travail en zone franche, dans la mécanique ou dans la sécurité pour des jeunes en situation de précarité. D'autres opportunités de carrières s'ouvrent à eux. Durant la 2^e édition du Carrefour de l'orientation professionnelle de Graines de Bitume, soutenue par le Groupe Filatex, qui s'est tenue du 22 au 26 juillet, cent vingt jeunes en situation précaire ou difficile ont pu en connaître un peu plus sur l'orientation professionnelle, sur la définition de leur projet de vie, sur le travail en entreprise et les efforts qui doivent être entrepris, ou encore sur l'importance de la compatibilité du travail et de leur personnalité. Ils ont découvert d'autres horizons comme le marketing digital, la création de contenu en ligne, le métier d'agent administratif, le

développement web, ou encore le tourisme, la restauration et l'hôtellerie.

À l'occasion, le Bureau pour l'emploi a permis à ces jeunes gens de s'insérer professionnellement, de participer à divers ateliers où ils ont pu avoir une nouvelle approche du monde du travail. Après cette formation, le Bureau pour l'emploi les accompagne pour trouver un stage et de nouvelles opportunités pour relever les défis qui les attendent dans le monde professionnel. « Il est important de donner aux jeunes tous les moyens pour expérimenter, apprendre et avancer, afin qu'ils puissent mieux rayonner et contribuer au développement de notre Nation », lance Tanteraka Rakotoarisoa, directeur RSE du Groupe Filatex.

Coupure d'eau et électricité : Roger Ralison sollicite l'intervention du Bianco

DOMINIQUE R | 09 AOÛT 2024 | MIDI MADAGASIKARA

Face aux coupures fréquentes de courant et d'eau, des voix commencent à s'élever, entraînant la grogne au sein des usagers. Le professeur Roger Ralison lance un appel au Bianco afin que ce dernier procède à des enquêtes auprès de cette compagnie d'eau et d'électricité. Il sollicite ainsi l'intervention du Bianco dans cette affaire. Au risque d'être redondant, il souligne les coupures fréquentes. Dans certains quartiers, il y a trois coupures en une journée, c'est le cas notamment d'Ambohimananarina, sans parler des sanctions à l'encontre des clients qui n'ont pas régularisé leurs factures dans les délais impartis, à savoir une majoration de 5% sur le montant de la facture du

mois. Ce que l'ancien membre du Conseil Supérieur de la Transition réfute également jugeant que cela est inadmissible. De son côté, la Jirama explique que les effets de la saison sèche commencent à se faire ressentir et que les réserves des barrages hydroélectriques diminuent en conséquence. Cela justifierait ces coupures tournantes. Quoi qu'il en soit, les usagers n'arrivent pas à comprendre le service lamentable fourni par cette compagnie d'eau et d'électricité.

